

26. fraude de confiance d'entreprise

La fraude au Corporate Trust

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Alors que toutes les entités constituées peuvent être considérées comme des fiducies dans la mesure où les biens des actionnaires sont gérés pour elles par les dirigeants de ces sociétés, d'autres sociétés mais non constituées en société, sont détenus en commun et n'ont pas un tel caractère.

Autrement dit, une entreprise ou une autre organisation peut être une entreprise, mais pas incorporée.

Une entreprise peut acquérir le caractère d'une fiducie publique ou privée par structure ou autre intention expresse, ou ce qui est beaucoup plus courant, par soumission à un pouvoir souverain étranger, mais une telle confiance ne peut pas être présumée dans le cas présent où des actions inappropriées ont été prises par la pratique d'enregistrer des bébés américains aux États-Unis. Citoyens sans divulgation complète, puis enregistrant ce qui semble être leur nom de sociétés municipales sous franchise également.

Aucune de ces incorporations ne peut exister, encore moins être appliquée car les obligations de confiance imposées aux Américains désemparés qui ne savent même pas que ces fiducies existent.

Cela est particulièrement vrai car le gouvernement américain est connu pour être organisé en tant que société en commun et pour avoir une structure non constituée en société créée en vertu de la common law.

Le seul Public Trust créé par le gouvernement américain était le Preamble Trust ajouté à chacune des constitutions fédérales respectives, faisant des constitutions elles-mêmes une obligation de confiance de nos employés et sous-traitants - pas nous.

Les victimes de cette arnaque complexe ont été nommées copropriétaires et co-fidèles et surnommées "représentants autorisés" de ces fictions juridiques étrangères qui portent leur nom --- un prétendu bureau et fonction dont elles n'ont jamais été informées, et qui a été délibérément

caché pour les empêcher de le répudier.

Chaque chèque attaché à chaque compte bancaire que nous avons examiné semble avoir une ligne de signature dans le coin inférieur droit, mais après un examen plus approfondi sous un grossissement élevé, ce qui semble être une ligne est en fait une répétition continue de la microimpression identifiant la signature au-dessus de celle-ci comme celle du "représentant autorisé" de la société étrangère / des fiduciaires qui portent leur nom.

En fait, la souveraineté de l'Amérique est dévolue à ses États-nations et est tenue en commun, et non en fiducie.

C'est pourquoi nos délégations du Congrès américain sont composées de députés fiduciaires et non de simples mandataires, administrateurs ou, en langue vernaculaire générale, représentants.

Toutes ces suppositions légales de l'existence d'intérêts de confiance du public et l'idée que les Américains ont toujours été légitimement ou volontairement rendus pupilles d'un empire territorial britannique et du pontife romain par un processus d'enregistrement non divulgué des bébés américains aux États-Unis. Les citoyens et les SOCIÉTÉS AMÉRICAINES doivent être supprimés.

Tous les biens dus aux victimes de ces stratagèmes doivent leur être restitués --- non seulement les Américains, mais les peuples britanniques, le peuple de l'ancien Commonwealth britannique et le peuple des nations occupées d'Europe occidentale, doivent tous être libérés immédiatement et restitution des sociétés municipales incriminées, de leurs franchises réelles, et les directeurs responsables de cette activité illégale sur nos côtes et sur les rives de nombreuses autres nations.

Ce n'est rien d'autre qu'un gigantesque stratagème de fraude criminelle.

Nous avons vu comment les prétendus intérêts de confiance du monarque britannique et du pape ont été formés alors que les sociétés municipales du district de Columbia se sont précipitées au lendemain de la soi-disant guerre civile, cherchant à revendiquer des citoyens et des biens pour elles-mêmes.

Les intérêts britanniques ont déformé leurs activités en tant qu'opérations de "salvage" et les successeurs des sous-traitants du Saint-Empire romain germanique ont "accepté" leur part du butin des activités britanniques sous la forme de leurs propres franchises de la Municipal Corporation mises en place en tant que "débiteurs dévoués" qui accepterait le fardeau des réparations de guerre dues aux Britanniques et fournirait également les frais de fonctionnement des activités du gouvernement municipal.

Les deux Territoriaux britanniques américains. Les citoyens créés par l'arnaque à l'enregistrement des naissances et les CORPORATIONS américaines formées par la suite au profit des deux directeurs étrangers ont été caractérisés comme des fiduciaires publiques et un intérêt de confiance du public a été attaché à chacune de ces personnes de fiction juridique --- seulement ce n'était pas notre public et notre confiance publique en a bénéficié.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens étaient supposés être les pupilles du monarque britannique, et les SOCIÉTÉS américaines étaient supposées être les pupilles du pape

agissant dans son bureau du pontife romain, le monarque britannique et le pape acceptant divers biens naturels des victimes comme des propriétés de confiance abandonné dans leurs juridictions respectives.

La British Municipal Corporation s'est accrochée au corpus, c'est-à-dire aux actifs physiques de leurs Américains, Britanniques, Irlandais, Écossais, Gallois, Australien, Canadien.... et entre autres, des victimes, expropriant leurs terres, leur or, leurs bons noms, et leurs corps physiques, tandis que le Saint-Siège attachait leurs atouts intellectuels et énergiques (travailleurs).

Tout cela a été fait à des gens qui ne devaient à aucun des principaux un sou, des gens qu'ils étaient obligés sous contrat de servir de «bonne foi».

Aucune exigence de guerre ne peut être offerte comme excuse pour ce pillage, pillage et verrouillage des biens immobiliers américains, car il n'y a en fait pas eu de guerre, seulement un conflit mercenaire illégal. Aucun pouvoir d'urgence ne peut être revendiqué, car toute urgence a été causée par les auteurs eux-mêmes, agissant en violation de la confiance et du contrat, et aucune puissance d'urgence consensuelle ne leur a été accordée.

Les Britanniques n'étaient engagés dans aucune opération de sauvetage légitime, mais étaient plutôt engagés dans une piraterie intérieure secrète. Voir les revendications ouvertes d'esclavage et de propriété dans la Buck Act (1940) promues par leur Congrès territorial comme préparation pour excuser leur coup de presse illégal et illégal des Américains pendant la Seconde Guerre mondiale.

Chaque Américain jamais rédigé pour combattre dans l'un des conflits mercenaires illégaux qui ont été déguisés et déformés en tant que "Wars" a été soumis à des coups de presse par les auteurs britanniques, et les coups de presse sont interdits depuis plus de 200 ans.

Les malversations britanniques et les fausses déclarations criminelles ont ouvert toute la possibilité au pape agissant en tant que pontife romain de gagner toutes les franchises de la Corporation municipale secondaire et d'en tirer des revenus par le biais de contrats de travail des enfants (voir la loi Miller dans ce pays et une législation similaire promulguée dans d'autres pays touchés par ce régime) et la perception de l'impôt sur le revenu (Peter's Pence), les impôts sur la performance, et les taxes sur les services publics aussi.

Ces impôts et frais ont été extraits des propriétaires réels de ces actifs par des sociétés municipales étrangères agissant en vertu de la couleur de la loi et se présentant à tort comme notre gouvernement et nos fiduciaires.

Les Britanniques travaillent main dans la main avec le Bureau du Pontife romain depuis que le roi Jean (Lacklands) a passé un contrat avec le pape Innocent en tant que surveillant des terres du Commonwealth de l'Église en Angleterre juste avant la Magna Carta.

La fermeture pratique du Bureau du Pontife en 2011 ne remédie en rien aux maux qui en ont été perpétrés et comme nos revendications américaines étaient déjà présentes et guéries et une régence établie en Angleterre au profit de la Grande-Bretagne et des territoires britanniques en 1999, il peut ne fait aucun doute que les actifs nous étaient et nous sont dus, pas les banques qui

ont été affectées pour agir en tant que fiduciaires.

Nous souhaitons que nos actifs nous soient restitués et à notre contrôle direct; nous sommes rejoints dans ce souhait par le gouvernement britannique de régence et le gouvernement légal de Terra Australis. Nous sommes sûrs d'être rejoints par d'autres gouvernements compétents en matière de juridiction foncière, en particulier ceux des pays occupés d'Europe occidentale et du Japon qui auraient dû être libérés et libérés de ce non-sens criminel en 2005.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Délivré le 4 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee